



Message à tous nos membres

La partie est bien engagée !

Vous avez suivi les réactions des élus de l'Île d'Orléans aux conclusions positives du sondage sur une étude de faisabilité d'un éventuel regroupement de nos municipalités ? Vous avez l'impression que l'affaire est classée ? Détrompez-vous !

Le sondage et surtout ses résultats ont suscité beaucoup d'intérêt à l'Île et dans toute la région de Québec. On n'a jamais autant parlé de « fusion » autour de nous même si, pour l'heure, il est seulement question d'en étudier les tenants et aboutissants. Les médias en ont largement parlé, les gens continuent de nous demander des nouvelles, de commenter l'attitude des maires, etc. Le dossier est plus vivant que jamais; l'idée fait son chemin.

Le ministre des Affaires municipales du Québec, Pierre Moreau, a été saisi du dossier. Il a profité de l'occasion pour confirmer l'intérêt du gouvernement à soutenir les projets de fusion volontaire. Il a souligné que le Québec compte environ deux fois plus de municipalités que l'Ontario pour une population beaucoup moindre. Il a indiqué son intention de proposer des incitatifs aux regroupements municipaux.

Votre mouvement « Une île, une vision » est satisfait du déroulement des choses. La réaction initiale des maires était à prévoir : résistance au changement, maintien du statu quo, défense de leurs pouvoirs et dénigrement des résultats de la consultation populaire. Tout cela était attendu. Il n'en demeure pas moins que les citoyens ont parlé et que, tôt ou tard, les élus n'auront d'autre choix que d'en tenir compte. L'Île d'Orléans a évolué dans le passé et continuera d'évoluer dans l'avenir sous la gouverne de politiciens capables de vision.

En attendant, d'autres citoyens s'intéressent à notre mouvement et sa base s'élargit. Nous comptons vous réunir à l'automne et vous rendre compte des progrès accomplis et vous proposer de nouvelles actions pour la réalisation de notre objectif : la réalisation d'une étude de faisabilité d'un éventuel regroupement. Car nous demeurons fermement convaincus que notre communauté a au moins le devoir d'étudier la question !

Au nom de votre conseil d'administration

Jacques Paradis, président